

Le budget

Le ministre avance à l'aveuglette et ne voit pas les défis à relever. Le gouvernement se penche sur le passé au lieu de regarder vers l'avenir. Le budget ne contient aucune idée nouvelle, c'est regrettable, car il y a tant à faire.

Le Nouveau Parti démocratique croit que l'heure est venue pour le gouvernement de relever les défis auxquels les Canadiens font face. Pour une fois, il est temps qu'il fasse vraiment preuve d'initiative.

[Français]

Examinons le contenu du Budget, madame la Présidente. Du même coup, voyons qui sont les perdants et qui sont les gagnants. Il est facile de voir qui sont les gagnants. Ce sont les sociétés et les contribuables à revenu élevé qui ne paient pas leur juste part d'impôt. Ce sont les compagnies qui font des bénéfices en polluant notre environnement. Ce sont les consultants en communication à qui le gouvernement accorde à coup de millions de dollars des contrats pour vendre aux Canadiens et Canadiennes des politiques inadéquates. Ce sont les courtiers qui feront beaucoup d'argent avec la vente de Petro-Canada et de Télésat. La liste des perdants est beaucoup plus longue. Elle comprend tous ceux et celles qui utilisent le système de santé. Elle comprend les jeunes, les personnes âgées, les sans-abri, les autochtones, les femmes, les Canadiens et les Canadiennes des régions les plus pauvres, les pêcheurs, les agriculteurs, les chômeurs et les enfants à qui l'on cédera un environnement pollué. Au lieu d'un environnement sain, nous avons maintenant un environnement pollué.

Autrement dit, le Budget touche tous les Canadiens et les Canadiennes à faible et à moyen revenu, qu'ils habitent à Canso ou à Kelowna, à Québec ou à Whitehorse. Ils subissent des augmentations de taxe. Pourtant, les services que le gouvernement leur offre disparaissent jour après jour.

[Traduction]

Ne nous leurrions pas, les taxes vont augmenter. Le budget impose de nouvelles taxes et les Canadiens ne sont pas dupes. Ils n'ont pas oublié la taxe sur les produits et services. Ils savent que, l'an prochain, ils déboursent des centaines de dollars de plus pour payer la nouvelle taxe de vente. Sachant que le gouvernement va allouer moins d'argent aux soins de santé et à l'enseignement post secondaire, ils en concluent que les provinces et les territoires vont être forcés de combler l'écart.

Autrement dit, les Canadiens s'attendent à payer plus de taxes provinciales et territoriales. Ils peuvent en être sûrs. Ils savent qu'ils ne peuvent pas se fier à la parole du gouvernement.

La réaction des premiers ministres et des ministres des finances provinciaux a été rapide et brutale. Le ministre des finances de la Nouvelle-Écosse a déclaré hier que ce budget coûterait à sa province 80 millions de dollars au cours des deux prochaines années, et à l'Ontario 480 millions de dollars. En Colombie-Britannique, il coûtera 120 millions de dollars seulement l'an prochain. Tous les gouvernements provinciaux ont dit carrément qu'ils seraient obligés d'augmenter les impôts ou de réduire leurs dépenses dans le domaine des soins de santé et de l'enseignement.

Le gouvernement est en train de limiter les choix qui s'offrent aux Canadiens face à l'avenir. En particulier, les provinces plus pauvres ou moins peuplées ne disposent pas des ressources et des recettes nécessaires pour combler l'écart. C'est un abandon complet des pouvoirs fédéraux. C'est lâche et c'est honteux.

[Français]

Les réductions à l'assurance-maladie et à l'éducation postsecondaire représentent des exemples parfaits de promesses rompues. Voici ce que le premier ministre affirmait au cours de la dernière campagne électorale, et je cite: «Aussi longtemps que je serai premier ministre du Canada, les avantages sociaux seront améliorés, et non diminués, par notre gouvernement, qui s'est engagé à promouvoir la justice sociale et l'équité.» Il a bien dit, madame la Présidente, «améliorés». Il n'a pas dit «diminués».

Jetons maintenant un coup d'oeil sur ce Budget. Le financement aux provinces et aux territoires, pour l'assurance-maladie et pour l'éducation postsecondaire, sera réduit de 7,3 milliards de dollars, 7,3 milliards sur une période de cinq ans. Et cela, en plus des réductions annoncées l'année dernière.

Une voix: C'est incroyable!

Mme McLaughlin: Les compressions des dépenses gouvernementales pour la santé sont une autre attaque contre l'assurance-maladie. Elles touchent des millions de Canadiens et de Canadiennes, monsieur le Président. Imaginez les couloirs des urgences bondés, la fermeture de sections d'hôpitaux, les listes d'attente pour des chirurgies importantes qui ne cessent de s'allonger. Le gouvernement du Québec parle même de faire payer certains services médicaux.

[Traduction]

Monsieur le Président, depuis 1984, la famille canadienne moyenne a payé 67 p. 100 de plus en taxe de vente, et son pouvoir d'achat diminue tous les ans. Avec les coupes dans les soins de santé, cette famille moyenne se verra réduite à se demander si elle va pouvoir faire opérer son enfant qui en a besoin. Nous nous rappo-